

Agir en faveur de ceux qui souffrent de la pauvreté et de la faim dans le monde Une voie à suivre

Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

www.ifpri.org

Actualisé le 27 octobre 2007

Préoccupé par la nécessité absolue de réduire la pauvreté et la faim des millions de personnes qui en sont les plus affectées dans le monde, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), a initié un processus de consultation, incluant notamment la conférence « Agir en faveur de ceux qui souffrent de la pauvreté et de la faim dans le monde », tenue du 17 au 19 octobre 2007 à Beijing et dont le but était d'examiner les nouveaux types d'actions nécessaires pour améliorer les conditions de vie de ces personnes.¹ La déclaration qui suit est un « document vivant », susceptible d'être discuté plus en détail et amendé dans les mois qui viennent. À l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, nous soulignons que cette déclaration n'implique pas son aval par les participants ou les co-sponsors de la conférence. Elle est plutôt une synthèse de nos propres conclusions, destinée à encourager un débat international sur la voie à suivre et les actions à mettre en œuvre.

Le processus de consultation :

- *Fait le point* sur les progrès accomplis en direction de la réalisation de l'Objectif du millénaire pour le développement, de réduction de la faim et de la pauvreté, et identifie ceux qui ont été oubliés ;
- *Evalue* les raisons pour lesquelles la pauvreté et la faim persistent, notamment les raisons économiques et politiques, et celles qui sont liées aux conflits, à la culture, à l'inégalité entre les sexes et à la situation géographique ;
- *Analyse les réussites et les échecs*, pour tirer des leçons d'exemples où les interventions ont ou n'ont pas réussi à atteindre les personnes les plus affectées par la pauvreté et la faim ;
- *Evalue* les combinaisons appropriées de politiques de croissance pro-pauvres et de protection sociale, à différents stades de développement et dans différents environnements ;
- *Intensifie* la recherche des enseignements à tirer des expériences de la Chine et d'autres pays qui ont réussi à réduire la faim et la pauvreté, dans le but de les adapter et de les appliquer ailleurs ; et
- *Identifie* les domaines de consensus en matière d'objectifs réalistes et de politiques, stratégies et actions propices à la réalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et à la réduction de la pauvreté et de ses conséquences pour les personnes souffrant le plus de la pauvreté et de la faim.

¹ *Le processus de consultation en cours est coparrainé par un consortium de gouvernements, de banques régionales de développement, d'agences bilatérales de développement, de fondations et d'organisations non gouvernementales, dont la Banque asiatique de développement, la Fondation Bill et Melinda Gates, l'Agence canadienne de développement international, la Deutsche Welthungerhilfe (Agro-action allemande), la Commission européenne, le ministère fédéral allemand de la Coopération économique, la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit, le Centre de recherche pour le développement international et Irish Aid. Notre déclaration finale n'implique pas l'approbation des co-sponsors de la consultation.*

Nous constatons que la réduction de la pauvreté et l'élimination de la faim sont confrontées aux défis suivants :

1. Dans le monde, environ un milliard de personnes sont absolument pauvres et vivent avec moins d'un dollar EU par jour, 162 millions d'entre elles vivant bien en-dessous de cela, avec moins d'un demi-dollar par jour. Environ 800 millions de personnes souffrent de la faim et n'ont pas un accès suffisant à la nourriture ; un nombre encore bien plus élevé est victime de carences en vitamines et minéraux causant de graves problèmes de santé.
2. Bien que le premier Objectif du millénaire pour le développement (OMD) – réduire de moitié la proportion de personnes vivant avec moins d'un dollar EU par jour et victimes de la faim, entre 1990 et 2015 – puisse être atteint au niveau mondial, il ne le sera pas dans certaines régions et pays. Même si l'objectif est atteint au niveau mondial, un nombre estimé à 700 millions de personnes demeurera extrêmement pauvre en 2015, et environ 600 millions de personnes manqueront de nourriture, sauf si de nouvelles actions sont entreprises.
3. Les caractéristiques de ces personnes restées victimes de la pauvreté et de la faim peuvent être différentes de celles qui ont pu y échapper. Les plus pauvres parmi les pauvres sont souvent beaucoup plus difficiles à atteindre, parce qu'ils vivent dans des pays à faible capacité étatique ou victimes de conflits et de guerres civiles, parce qu'ils sont concentrés dans des régions isolées, appartiennent à des groupes sociaux défavorisés, ou sont pris dans des pièges de la pauvreté tels que, par exemple, le manque des atouts ou de l'influence nécessaires pour sortir de la pauvreté par leurs propres actions.
4. Lutter contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté dans ces groupes les plus affectés exigera plus de ressources et d'investissements par personne. Cela demandera aussi des approches multisectorielles innovantes pour inclure les pauvres, et un recentrage sur les politiques et programmes qui se sont avérés particulièrement efficaces. Des actions supplémentaires – plus efficaces – sont nécessaires. Cela implique le renforcement de la base d'information, en particulier au sujet des groupes exclus et défavorisés.

Nous sommes encouragés par les succès obtenus en matière de réduction de la pauvreté et de la faim dans plusieurs pays, qui ont montré qu'avec une bonne association de politiques et d'un soutien gouvernemental déterminé, combinée à des actions conjointes des institutions publiques, de la société civile et du secteur privé, d'énormes progrès peuvent être accomplis.

Nous avons établi les faits suivants à propos de ceux qui restent victimes de la pauvreté et de la faim, aujourd'hui et probablement aussi en 2015 :

1. Les plus pauvres sont de plus en plus concentrés en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Plus des trois-quarts de ceux qui vivent avec moins d'un demi-dollar par jour vivent en Afrique subsaharienne, et cette part augmente.
2. La pauvreté et une pénurie alimentaire généralisée se maintiennent même dans les régions qui ont connu une croissance économique élevée et de substantielles réductions de pauvreté.
3. Un double problème doit être traité : le nombre de citoyens pauvres est en hausse, et la prévalence de la faim augmente dans les zones urbaines, même si la pauvreté reste encore principalement rurale. La réduction de la pauvreté demeure fortement liée au développement agricole dans de nombreux pays.

4. La réduction de la pauvreté et de la faim a été plus lente parmi les plus pauvres et les groupes exclus (minorités ethniques, personnes défavorisées, handicapés), ce qui a eu pour effet de concentrer de plus en plus la pauvreté et la faim dans ces groupes. En outre, les femmes et les enfants pauvres sont particulièrement vulnérables aux effets à long terme de la pauvreté et de la faim sur la santé et l'éducation.
5. Même si le nombre total de personnes vivant dans la pauvreté ne change pas beaucoup, cette stabilité masque d'importants mouvements d'entrée et sortie de la pauvreté. Certains de ceux qui vivent au-dessus du seuil de pauvreté peuvent devenir pauvres, tandis que d'autres vivant sous ce seuil s'en sortiront. Des personnes vivant très en-dessous du seuil de pauvreté (en général, les très pauvres) y resteront pour longtemps, peut-être pendant des générations.
6. De nouveaux risques menacent les pauvres, par exemple en raison du changement climatique, des déséquilibres économiques et des crises sanitaires.

Nous proposons les domaines d'action suivants dans le but d'accélérer la réduction de la pauvreté et de la faim :

1. *Se concentrer sur une croissance inclusive.* Un modèle de croissance différent, incluant dès le début les victimes de la pauvreté et de la faim, est nécessaire. Dans de nombreux pays, ce type de croissance impliquera en général une accélération de la croissance rurale et agricole, ainsi que l'accroissement des investissements dans les infrastructures, la technologie, l'éducation et la santé.
2. *Améliorer l'accès aux biens et aux marchés.* Des droits de la propriété adéquats sont nécessaires pour traiter l'inégalité des biens. Des millions de petits agriculteurs ont besoin d'un meilleur accès aux chaînes de valeur, et de nombreux ménages pauvres doivent pouvoir accéder à des emplois ruraux non agricoles. Les investissements dans les infrastructures sont importants pour ouvrir ces accès, tout comme les investissements dans la connaissance et l'information en faveur des pauvres le sont pour leur permettre de saisir les opportunités d'amélioration de leurs moyens de subsistance. Donner aux pauvres des moyens d'épargner et d'avoir recours au crédit est également essentiel pour leur permettre d'investir dans des biens et dans l'acquisition de compétences, et pour atténuer les effets néfastes des chocs socioéconomiques ou des catastrophes naturelles.
3. *Introduire plus rapidement des mesures de protection sociale plus complètes.* Les politiques stimulant une croissance « pro-pauvres » doivent être équilibrées par des politiques de protection sociale. Les mesures de protection sociale doivent être introduites progressivement, de manière beaucoup plus complète et plus tôt dans le processus de développement, de manière à toucher ceux qui ne bénéficieront pas suffisamment de la croissance économique générale (comme les enfants et les personnes âgées). La protection sociale aide les pauvres, et ceux qui risquent de le devenir, à réduire les risques de chocs, à en atténuer l'impact et à faire face à leurs conséquences. C'est pourquoi une protection sociale efficace favorise elle aussi la croissance.
4. *Accélérer les investissements dans des programmes de santé et de nutrition, en particulier ceux destinés aux enfants et aux femmes.* Beaucoup des plus pauvres, notamment les enfants et les femmes, ont besoin d'interventions spéciales ciblant les contraintes sanitaires et nutritionnelles, ainsi que la formation qui s'y rapporte, qui entravent l'amélioration de leurs conditions de vie, productivité et moyens de subsistance à long terme.

5. *Inclure les exclus.* Les actions mentionnées ci-dessus exigent toutes un État efficace, réactif aux besoins des plus pauvres et des personnes socialement exclues. Les actions responsabilisant les femmes sont aussi particulièrement importantes pour assurer leur entière participation. Atteindre ces buts nécessite des réformes de la gouvernance qui donnent aux pauvres et aux exclus le droit de faire entendre leur voix et d'exiger des comptes, et qui incitent les prestataires de services à répondre à leurs besoins. Enfin, assurer la paix et la stabilité demeure une priorité et une condition du maintien des améliorations des conditions de vie.

Selon les pays, et en fonction de leurs stades de développement, ces domaines d'action seront combinés différemment. Ces combinaisons seront également différentes en Afrique, Asie et Amérique latine – ce qui fonctionne en Asie n'est pas nécessairement valable en Afrique et des combinaisons spécifiques au contexte sont nécessaires. La mondialisation peut jouer un rôle utile dans la réduction de la pauvreté et de la faim, en renforçant la capacité des pays à apprendre les uns des autres.

Une action efficace nécessite des changements politiques et institutionnels dans les domaines suivants :

1. *Enjeux politiques fondamentaux.* Pour réduire efficacement la pauvreté et la faim, plus d'attention doit être accordée à un ensemble d'enjeux politiques fondamentaux : les pays doivent prendre en charge leur propre avenir ; les conflits et l'instabilité doivent être surmontés ; la gouvernance, la reddition de comptes, et les droits doivent être placés au premier plan des politiques de réduction de la pauvreté ; une politique budgétaire et fiscale saine est capitale ; une politique macroéconomique et la libéralisation des échanges demeurent essentielles ; restent également importants pour de nombreux pays les moins avancés, la coordination de l'aide au développement et le respect des engagements.
2. *Echelle.* Faire passer les expériences et les projets modèles réussis à une échelle supérieure est une tâche critique tout comme le choix de l'échelle à laquelle ces projets sont les plus efficaces. Les acteurs locaux, nationaux et internationaux doivent repenser leurs actions, dans le but de déterminer si elles pourraient être plus efficaces (c'est-à-dire réduire rapidement la pauvreté et éliminer la faim dans un proche avenir) en étant mises en œuvre à une échelle différente. Les organisations internationales et de la société civile doivent apporter un soutien technique et financier pour faciliter une mise à l'échelle appropriée de ces projets.
3. *Processus politique.* Une nouvelle attention doit être portée au processus politique dans le but d'obtenir un large soutien aux actions entreprises. Au-delà des gouvernements et des agences de développement, de nombreux, nouveaux et influents acteurs (comme les fondations et les réseaux de la société civile) ont investi le champ de la réduction de la pauvreté et de la faim, et celui de l'amélioration de la santé. De nouvelles synergies entre les anciens et les nouveaux acteurs doivent encore être développées. Il y a aussi d'importants rôles à jouer par les institutions telles que les parlements, les médias et la société civile.
4. *Action locale.* La décentralisation des compétences gouvernementales peut faciliter la responsabilisation des acteurs locaux, mais il est également crucial d'établir au niveau local une capacité de mobilisation de ressources, et de promouvoir une saine gouvernance accompagnée d'une obligation de rendre des comptes, qui donne aux pauvres la possibilité de faire entendre leur voix dans leur propre communauté. La mise en place d'organisations et d'institutions politiques communautaires pour et avec les plus pauvres est un élément important du renforcement de l'action locale.

5. *Capacité de mise en œuvre.* L'amélioration de la capacité de mise en œuvre de programmes nécessite de porter plus d'attention aux niveaux de compétences et aux dispositifs organisationnels. Elle comprend le renforcement des capacités d'entrepreneuriat social.

Une détermination solide des priorités nécessite un cadre qui rassemble les synergies et les compromis, des analyses basées sur des données fiables, l'examen des options alternatives, la reconnaissance du processus politique et une forte culture d'évaluation.

Dans le but de mettre en place un suivi des constatations et suggestions émises durant cette conférence et le processus de consultation, cette déclaration sera complétée par des propositions plus spécifiques d'actions dans les grandes régions en développement. Ces propositions auraient avantage à émaner des principaux acteurs des régions engagées dans la réduction de la pauvreté et de la faim.